

STATUTS DE LA FONDATION MARCEL BENOIST

Acte constitutif et Règlement

STATUTEN DER MARCEL BENOIST STIFTUNG

Urkunde und Reglement

Remarque

En raison de la nouvelle orientation donnée à la Fondation Marcel Benoist les 21 et 22 août 2017 par le Conseil de fondation, l'Acte constitutif de la fondation et le Règlement sont en cours de révision. Les dispositions concernant le choix du lauréat, entre autres, sont obsolètes. Depuis 2018, la procédure de sélection est confiée au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). En conséquence, les directives et les textes de nomination correspondants s'appliquent.

Hinweis

Aufgrund der vom Stiftungsrat der Marcel Benoist Stiftung am 21./22. August 2017 beschlossenen Neuausrichtung der Marcel Benoist Stiftung sind die Stiftungsurkunde und das Reglement zurzeit in Überarbeitung. Namentlich die Bestimmungen betreffend Preisträgerwahl sind überholt. Das Selektionsverfahren ist ab 2018 an den Schweizerischen Nationalfonds übertragen worden. Es gelten die entsprechenden Richtlinien und die darauf basierenden Nominationstexte.

Table des matières

Acte constitutif de la Fondation Marcel Benoist

I. Nom, siège et fortune de la fondation	6
II. But de la fondation	6
III. Organes de la fondation	6

Règlement du Conseil de la Fondation Marcel Benoist

I. Nom, siège, fortune et but de la fondation	10
II. Attribution du prix annuel	10
III. Organes	11
IV. Fonctions	12
V. Procédures et gestion	13
VI. Dispositions finales et d'exécution	14

Inhaltsverzeichnis

Urkunde über die Errichtung der Marcel Benoist Stiftung

I. Name, Sitz und Vermögen der Stiftung	18
II. Zweck der Stiftung	18
III. Organe der Stiftung	18

Reglement des Stiftungsrates der Marcel Benoist Stiftung

I. Name, Sitz, Vermögen und Zweck der Stiftung	22
II. Verleihung des Jahrespreises	22
III. Organe	23
IV. Funktionen	24
V. Abläufe und Verwaltung	25
VI. Schluss- und Ausführungsbestimmungen	27

Acte constitutif de la Fondation Marcel Benoist

pour l'encouragement des recherches scientifiques

Du 19 novembre 1920

Révisé le 26 avril 1971, le 27 avril 1998, le 21 novembre 2012 et le 15 janvier 2014.

* Pour des raisons de lisibilité, les références au masculin dans le texte désignent sans distinction femmes et hommes.

I. Nom, siège et fortune de la fondation

Art. 1 Sous le nom de *FONDATION MARCEL BENOIST pour l'encouragement des recherches scientifiques*, le Conseil fédéral suisse institue, conformément aux articles 80 à 89 du code civil suisse, une fondation avec siège à Berne.

La fortune initiale de la fondation est constituée par le legs que feu Louis Marcel Benoist, en son vivant ancien avoué près du Tribunal civil de première instance de la Seine à Paris, a fait à la Confédération suisse par son testament du 24 février 1914; ce legs est devenu exigible à la suite du décès du testateur, le 10 août 1918, et a été délivré en due forme au Gouvernement suisse par les légataires universels de feu Marcel Benoist aux termes d'un acte de délivrance de legs daté du 27 décembre 1919 et des 23 et 27 avril 1920. Il se compose de titres au montant nominal de 2'051'000 francs faisant au cours du 1^{er} janvier 1920 un million de francs en chiffre rond, d'une collection de meubles et d'objets d'art et d'une collection de livres.

II. But de la fondation

Art. 2 La fondation a pour but d'encourager les recherches scientifiques conformément au testament de feu Marcel Benoist dont un extrait est reproduit ci-après:

«Je donne et lègue au Gouvernement de la République helvétique la totalité des valeurs par moi déposées en Suisse à la Banque nationale à Berne et au Bankverein à Bâle. Les revenus de ces valeurs serviront à distribuer chaque année un prix unique au savant suisse ou domicilié en Suisse qui aura, pendant cette année, fait la découverte ou l'étude la plus utile dans les sciences, particulièrement celles qui intéressent la vie humaine.

Ce legs est subordonné à la condition que le Gouvernement de la République helvétique serve à Mademoiselle Gabrielle Duvivier, sa vie durant, une rente annuelle de 6'000 francs.»

Pour l'inscription au Registre du commerce, le but de la fondation sera résumé comme suit:

«Encouragement des recherches scientifiques sous la forme d'un prix unique qui sera distribué chaque année au savant suisse ou domicilié en Suisse qui aura fait pendant l'année la découverte ou l'étude la plus utile dans les sciences, particulièrement celles qui intéressent la vie humaine.»

III. Organes de la fondation

Art. 3 Les organes de la fondation sont:

1. le Conseil de fondation;
2. le Bureau de la fondation, formé du président, des deux vice-présidents et d'un assesseur choisi parmi les membres du Conseil de fondation;
3. un organe de révision, désigné par le Conseil de fondation.

Art. 4 Le Conseil de fondation est présidé par le membre du Conseil fédéral responsable de la recherche scientifique.

Il se compose:

- de deux autres membres ès qualités, à savoir l'Ambassadeur de la République française à Berne ou un représentant désigné par lui, et un haut fonctionnaire fédéral responsable de la politique scientifique ou de la santé publique désigné par le département fédéral compétent pour la recherche scientifique,
- de neuf à quinze autres membres représentant le corps enseignant des Ecoles polytechniques fédérales et des Universités suisses*

Le mandat des membres ès qualités expire au moment où ces personnes abandonnent les fonctions qui avaient motivé leur nomination. Les autres membres sont élus pour une durée de quatre ans; ils sont rééligibles.

Les membres représentant les Ecoles polytechniques fédérales et les Universités sont nommés par le Conseil fédéral, lequel procède également aux nominations complémentaires nécessaires.

Art. 5 La tâche incombant au Conseil de fondation découle des dispositions testamentaires de feu Marcel Benoist, du 24 février 1914, reproduites ci-dessus. Le Conseil de fondation doit notamment veiller à ce que les biens de la fondation soient placés de façon appropriée et que les revenus en soient employés conformément au but de la fondation.

Art. 6 Le Conseil de fondation édictera un règlement dans lequel seront précisées sa constitution, la nature et la forme de ses décisions, ses compétences et ses obligations, ainsi que celles de ses membres. Ce règlement sera soumis à l'approbation de l'autorité fédérale de surveillance des fondations.

Art. 7 Deux membres du Bureau agissant collectivement engagent valablement la fondation par leur signature.

Art. 8 La fondation est placée sous la surveillance de la Confédération. L'autorité de surveillance est l'autorité fédérale de surveillance des fondations.

Art. 9 Une éventuelle fusion ne peut se faire qu'avec une autre personne juridique exonérée de l'impôt pour cause d'utilité ou d'intérêt public et ayant son siège en Suisse.

Art. 10 Le Conseil de fondation est habilité à proposer à l'autorité de surveillance des modifications de l'acte de fondation décidées à la majorité absolue des suffrages exprimés conformément aux articles 85, 86 et 86b CC.

Art. 11 Il ne peut être procédé à la dissolution de la fondation que pour les raisons prévues par la loi (art. 88ss CC) et avec l'assentiment de l'autorité de surveillance, sur décision Conseil de fondation à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas de dissolution, l'avoir restant est attribué à des personnes morales poursuivant un but semblable, qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique et qui ont leur siège en Suisse.

* Sous le terme d'Université est à comprendre toute institution d'enseignement et de recherche supérieure qui est reconnue comme université ayant droit aux subventions selon la loi fédérale du 8 octobre 1999 sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (RS 414.20).

Règlement du Conseil de la Fondation Marcel Benoist pour l'encouragement des recherches scientifiques

Du 19 novembre 1920

Révisé le 26 avril 1971, le 27 avril 1998, le 21 novembre 2012 et le 15 janvier 2014.

I. Nom, siège, fortune et but de la fondation

Art. 1 Nom et siège de la fondation

La fondation instituée par le Conseil fédéral, conformément aux articles 80 à 89 du code civil suisse, par acte du 6 novembre 1920, sous le nom de *FONDATION MARCEL BENOIST pour l'encouragement des recherches scientifiques*, a son siège au département fédéral compétent pour la recherche scientifique.

Art. 2 Fortune

La fortune de la fondation se compose:

1. du legs de M. Marcel Benoist, comprenant des titres au montant nominal de Fr. 2'051'000.-- faisant au cours du 1^{er} janvier 1920 un million de francs en chiffres ronds, une collection de meubles et d'objets d'art et une collection de livres rachetées par la Ville de Lausanne en 1965;
2. d'autres dons et legs, dont l'acceptation est soumise à une décision du Conseil de fondation;
3. des sommes prélevées sur les intérêts non employés et ajoutées au fonds de dotation par décision du Conseil de fondation.

Art. 3 Ressources annuelles

Les ressources annuelles de la fondation sont constituées par le revenu de sa fortune et par d'éventuelles contributions de tiers à ses dépenses dont l'acceptation est soumise à décision du Conseil de fondation.

Art. 4 But de la fondation

La fondation a pour but de décerner chaque année, dans l'esprit du testament de M. Marcel Benoist et selon les termes de l'acte constitutif, un prix au savant suisse ou domicilié en Suisse, dont l'œuvre se distingue par son originalité, sa nouveauté et son impact, particulièrement sur les sciences qui intéressent la vie humaine sous tous ses aspects. Tous les travaux de nature scientifique, qu'il s'agisse de découvertes, d'inventions ou d'études, en sciences naturelles et biomédicales, de même qu'en sciences humaines et sociales, sont éligibles pour le prix. Par contre, les œuvres de création artistique en lettres, en musique ou dans les beaux-arts en sont exclues.

II. Attribution du prix annuel

Art. 5 Le Conseil de fondation statue en première et en dernière instances sur les propositions qui lui sont faites en vue de l'attribution du prix annuel. Tout recours est exclu.

Le prix annuel ne peut être attribué qu'à un savant vivant. En cas de décès du lauréat survenant entre la décision et la remise publique du prix, celui-ci pourra exceptionnellement être attribué à titre posthume si le groupe de recherche du lauréat poursuit les recherches qui ont motivé l'attribution du prix annuel.

Art. 6 Candidatures

Sont admis à faire une proposition d'attribution du prix:

- a) les membres du Conseil de fondation;
- b) les autorités d'une Ecole polytechnique fédérale, d'une Université suisse ou d'une autre institution de droit public ou privé de Suisse;
- c) les membres du corps enseignant des Ecoles polytechniques fédérales et des Universités suisses, selon la définition donnée à l'article 4 de l'acte constitutif.

Les propositions doivent être adressées à un membre du Conseil de fondation. Elles devront permettre d'évaluer la nature et la portée de l'œuvre proposée et la personnalité de son auteur.

Art. 7 Procédure

En vue de garantir une sélection objective des lauréats fondée sur une information aussi complète que possible, le Conseil de fondation ordonnera toute enquête, évaluation ou expertise nécessaire et précisera la forme sous laquelle une proposition doit se faire, les documents qui doivent l'accompagner et les délais de soumission.

Un recueil d'instructions intitulé "Procédure pour l'attribution du Prix Marcel Benoist" précisera les détails de cette procédure. Ce document sera soumis à l'approbation du Conseil de fondation qui pourra le réviser en tout temps.

Art. 8 Montant du prix

Le montant du prix est fixé chaque année compte tenu des revenus du capital de la fondation, ainsi que d'une somme à mettre en réserve dans un but de saine prévoyance.

III. Organes

Art. 9 Conseil de fondation

La fondation est administrée par le Conseil de fondation prévu par les articles 3 et 4 de l'acte constitutif.

Les attributions du Conseil de fondation sont les suivantes:

1. il arrête, sous réserve de l'approbation de l'autorité fédérale de surveillance des fondations, le règlement de la fondation;
2. il nomme son premier vice-président, le membre assesseur du Bureau de la fondation et son secrétaire;
3. il arrête le budget, approuve les comptes, les procès-verbaux et les rapports de la fondation;
4. il décide de l'attribution du prix annuel;
5. il délibère conformément à l'acte constitutif et aux dispositions légales sur toutes les questions relatives au fonctionnement de la fondation, et prend pour l'administration de celle-ci toutes les mesures et décisions qui ne sont pas dévolues à d'autres organes;
6. il nomme l'organe de révision.

S'il faut résoudre une question exigeant des compétences non représentées dans le Conseil de fondation, celui-ci peut s'adjoindre des experts qui auront droit à une indemnité fixée par le Conseil de fondation.

Le Conseil de fondation nomme, conformément aux dispositions légales pertinentes, un organe de révision externe et indépendant chargé de vérifier chaque année les comptes de la fondation et de soumettre un rapport détaillé au Conseil de fondation en proposant de l'approuver.

Art. 10 Bureau

Le Bureau de la fondation, défini à l'article 3 de l'acte constitutif, se compose du président, des deux vice-présidents et d'un membre assesseur. Le président peut déléguer la gestion du Bureau de la fondation à l'un des deux vice-présidents.

Les attributions du Bureau de la fondation sont les suivantes:

1. il prépare l'ordre du jour des séances du Conseil de fondation;
2. il donne son avis et fait toutes propositions sur les questions concernant le règlement de la fondation et son fonctionnement, et la procédure d'attribution du prix;
3. il donne les lignes directrices pour l'établissement du budget des recettes et des dépenses de chaque année;
4. il fait au Conseil de fondation toutes propositions et communications concernant la gestion financière de la fondation et le placement des fonds disponibles;
5. il participe à la procédure d'attribution du prix annuel définie à l'article 7.

IV. Fonctions

Art. 11 Président

Le président du Conseil de fondation a les attributions suivantes:

1. il fixe les séances;
2. il représente la fondation à l'égard des tiers et l'engage par sa signature, collectivement avec un autre membre du Bureau de la fondation;
3. il pourvoit à l'exécution des décisions du Conseil de fondation;
4. il surveille la gestion du secrétaire.

Art. 12 Vice-présidents

Un premier vice-président est nommé par le Conseil de fondation pour une période de quatre ans; il est rééligible. La charge de second vice-président est remplie d'office par le haut fonctionnaire fédéral que l'article 4 de l'acte constitutif prévoit comme membre à qualité du Conseil de fondation. L'un des deux vice-présidents remplace le président en cas d'empêchement.

Art. 13 Secrétaire

Le secrétaire est nommé par le Conseil de fondation pour une période de quatre ans; il est rééligible.

Ses attributions sont les suivantes:

1. il rédige les rapports et les procès-verbaux;
2. il apporte un soutien logistique à la procédure d'attribution du prix annuel prévue à l'article 7;
3. il pourvoit à la correspondance, à la tenue des registres et contrôles et à tous autres travaux qui lui sont confiés par le président, le Conseil de fondation ou le Bureau de la fondation;
4. il vise les pièces comptables;
5. il établit les comptes annuels de la fondation et les soumet à l'organe de révision avant de les faire approuver par le Conseil de fondation;
6. sur les instructions du Bureau de la fondation, il établit le budget annuel;
7. sur les instructions du Bureau de la fondation, il organise les séances du Conseil de fondation et du Bureau et en établit les ordres du jour;
8. avec l'autorisation du président, il s'adjoint le personnel auxiliaire nécessaire pour la tenue des registres et contrôles, les écritures et travaux accessoires.

Art. 14 Présidents honoraires

Le Conseil de fondation peut nommer présidents honoraires à vie les anciens présidents de la fondation, une fois qu'ils se sont retirés du gouvernement.

V. Procédures et gestion

Art. 15 Sessions

Le Conseil de fondation se réunit chaque année en séance ordinaire, principalement dans le but d'attribuer le prix. D'autres séances ont lieu lorsque le président ou le Bureau de la fondation le juge à propos ou qu'un tiers des membres au moins en fait la demande.

La convocation indique l'ordre du jour de la réunion.

Au besoin, pour des matières qui ne peuvent être remises à la prochaine séance ordinaire, des votes par correspondance peuvent être organisés en cours d'année pour éviter la convocation de séances extraordinaires, sauf si une majorité simple des membres du Conseil de fondation ne s'y oppose. De telles décisions seront explicitement rappelées lors de la prochaine séance du Conseil de fondation et enregistrées dans le procès-verbal.

Art. 16 Délibérations

Le Conseil de fondation ne peut valablement délibérer que lorsque les deux tiers au moins de ses membres sont présents, y compris le président.

Toutes les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Le président vote. Sa voix, en cas d'égalité des suffrages, est prépondérante.

Le vote a lieu à main levée et, si le président le juge à propos ou si deux membres en font la demande, au scrutin secret.

Art. 17 Procès-verbaux

Les procès-verbaux des séances du Conseil de fondation sont signés par le président et le secrétaire. Ils sont soumis à l'approbation du Conseil de fondation dans le délai de trois mois.

Art. 18 Rapport annuel

Un rapport annuel, soumis à l'autorité fédérale de surveillance des fondations, retrace l'activité de la fondation. Il passe en revue, en particulier, les propositions faites dans l'année en vue de l'attribution du prix et résume les motifs qui ont conduit au choix du lauréat. Il est signé par le président et le secrétaire et soumis à l'approbation du Conseil de fondation.

Art. 19 Gestion financière

La gestion financière de la fondation comprend la gestion de sa fortune, la gestion des dépenses courantes et les mécanismes de contrôle des comptes, des dépenses et de l'exécution du budget annuel.

Les détails de la gestion financière de la fondation seront consignés dans un recueil de "Règles financières de la Fondation Marcel Benoist" soumis à l'approbation du Conseil de fondation qui pourra le réviser en tout temps. Pour les dépenses courantes et l'exécution du budget annuel, ces règles seront établies de façon à garantir à la fois une gestion expéditive et un contrôle efficace. Le membre assesseur du Bureau de la fondation, agissant en tant que trésorier, est plus particulièrement chargé de surveiller la gestion financière de la fondation.

Art. 20 Budget et comptes

L'exercice financier, pour le budget et les comptes, correspond à l'année civile.

Art. 21 Registres et contrôles

Les registres suivants sont tenus par les soins du secrétaire:

1. un contrôle de la comptabilité,
2. un registre des bénéficiaires du prix,
3. un registre des correspondances.

Art. 22 Livre d'or

Un livre d'or artistiquement exécuté et confié à la garde du secrétaire mentionnera les lauréats du prix de la fondation.

VI. Dispositions finales et d'exécution

Art. 23 Indemnités

Le Conseil de fondation fixe les indemnités de ses membres. Le secrétaire reçoit les mêmes indemnités que les membres du Conseil de fondation.

Si le secrétaire exerce sa charge hors de l'activité professionnelle pour laquelle il touche un salaire, il a droit à une rémunération de la fondation, dont le Conseil de fondation décide.

Art. 24 Mise en vigueur du règlement, révision

Le présent règlement entrera en vigueur dès qu'il aura reçu l'approbation de l'autorité fédérale de surveillance des fondations.

Il pourra être révisé en tout temps, si les deux tiers au moins du Conseil de fondation le demandent.

Dans le doute on considérera comme authentique le texte français de ce règlement.

Les statuts ont été adoptés par la commission administrative (ancien nom du Conseil de fondation) de la Fondation Marcel Benoist dans sa séance du 6 novembre 1920.

Le Président: CHUARD

Ils ont été approuvés par le Conseil fédéral suisse, le 19 novembre 1920.

Au nom du Conseil fédéral suisse

Le Président: MOTTA

Le Chancelier de la Confédération: STEIGER

Révision partielle approuvée par décision présidentielle du Conseil fédéral suisse, le 26 avril 1971.

Révision totale adoptée par le Conseil de fondation de la Fondation Marcel Benoist, le 15 août 1997.

La Présidente: DREIFUSS

et approuvée par le Conseil fédéral suisse, le 27 avril 1998.

Au nom du Conseil fédéral suisse

Le Président: COTTI

Le Chancelier de la Confédération: COUCHEPIN

Révision partielle adoptée par le Conseil de la Fondation Marcel Benoist, le 12 septembre 2008 et le 18 septembre 2012.

Le Président en 2008: COUCHEPIN

Le Président en 2012: BERSET

et approuvée par le Conseil fédéral suisse, le 21 novembre 2012.

Révision partielle adoptée par le Conseil de la Fondation Marcel Benoist, le 23 août 2013.

Le Président en 2013: SCHNEIDER-AMMANN

et approuvée par le Conseil fédéral suisse, le 15 janvier 2014.

Urkunde über die Errichtung der Marcel Benoist-Stiftung für die Förderung wissenschaftlicher Forschung

vom 19. November 1920
revidiert am 26. April 1971, am 27. April 1998, am 21. November 2012 und am 15.
Januar 2014.

* Aus Gründen der Lesbarkeit bezieht sich die männliche Form in diesem Text auf
Frauen und Männer in gleicher Weise.

I. Name, Sitz und Vermögen der Stiftung

Art. 1 Der Schweizerische Bundesrat errichtet unter dem Namen *MARCEL BENOIST STIFTUNG für die Förderung wissenschaftlicher Forschung (FONDATION MARCEL BENOIST pour l'encouragement des recherches scientifiques)* im Sinne von Art. 80-89 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches eine Stiftung mit Sitz in Bern.

Dieser Stiftung wird das von Herrn Louis Marcel Benoist, gewesener Anwalt beim Zivilgericht erster Instanz des Seinebezirks in Paris, durch das Testament vom 24. Februar 1914 errichtete Legat gewidmet; mit dem Tode des Testators am 10. August 1918 wurde dieses Legat fällig und von den Universalerben durch den «acte de délivrance du legs par la succession de M. Benoist au profit du gouvernement suisse» vom 27. Dezember 1919, 23. und 27. April 1920 der Schweizerischen Eidgenossenschaft in aller Form ausgehändigt. Es besteht aus Werttiteln im Nominalbetrag von Fr. 2'051'000.- entsprechend einem Kurswert per 1. Januar 1920 von rund einer Million Franken, sowie einer Sammlung von Möbeln, Kunstgegenständen und Büchern.

II. Zweck der Stiftung

Art. 2 Die Stiftung bezweckt die Förderung der wissenschaftlichen Forschung entsprechend dem Testament des Herrn Marcel Benoist, das in deutscher Übersetzung lautet:

«Ich vermache der Schweizerischen Eidgenossenschaft alle meine Werttitel, die ich bei der Schweizerischen Nationalbank in Bern und dem Schweizerischen Bankverein in Basel deponiert habe. Die Erträge dieser Kapitalien sollen dazu dienen, jährlich jenem schweizerischen oder in der Schweiz domizilierten Gelehrten, der während des Jahres die nützlichste wissenschaftliche Erfindung, Entdeckung oder Studie gemacht hat, die insbesondere für das menschliche Leben von Bedeutung ist, einen einzigen Preis zu verleihen.

Ich verpflichte die Schweizerische Eidgenossenschaft, Fräulein Gabrielle Duvivier eine lebenslängliche Rente von 6'000 Franken pro Jahr auszurichten.»

Für den Eintrag ins Handelsregister wird die Zweckbestimmung wie folgt zusammengefasst:

«Förderung der wissenschaftlichen Forschung durch Verleihung eines jährlichen Preises an jenen schweizerischen oder in der Schweiz domizilierten Gelehrten, der während des Jahres die nützlichste Erfindung, Entdeckung oder Studie gemacht hat, und zwar vor allem eine solche, die für das menschliche Leben von Bedeutung ist.»

III. Organe der Stiftung

Art. 3 Die Organe der Stiftung sind:

1. der Stiftungsrat;
2. der Stiftungsausschuss, bestehend aus dem Präsidenten, den beiden Vizepräsidenten und einem Mitglied des Stiftungsrates (Beisitzer);
3. eine vom Stiftungsrat bezeichnete Revisionsstelle.

Art. 4 Der Stiftungsrat wird vom Mitglied des Bundesrates präsiert, welches für die wissenschaftliche Forschung zuständig ist.

Er setzt sich wie folgt zusammen:

- aus weiteren zwei Mitgliedern von Amtes wegen, nämlich dem Botschafter der Französischen Republik in Bern oder einem von ihm bezeichneten Stellvertreter, und einem hohen, vom zuständigen Departement bezeichneten Bundesbeamten, welcher für die Wissenschaftspolitik oder das öffentliche Gesundheitswesen verantwortlich ist,
- aus weiteren neun bis fünfzehn Mitgliedern als Vertretern des Lehrkörpers der Eidgenössischen Technischen Hochschulen und der schweizerischen Universitäten*.

Die Amtsdauer der Mitglieder von Amtes wegen läuft mit dem Zeitpunkt ab, in dem sie ihre die Mitgliedschaft begründende Stellung aufgeben. Die übrigen Mitglieder werden für eine Amtsdauer von vier Jahren gewählt; sie sind wieder wählbar.

Die Vertreter der Eidgenössischen Technischen Hochschulen und der Universitäten werden vom Bundesrat gewählt, der auch die erforderlichen Ersatzwahlen trifft.

Art. 5 Die dem Stiftungsrat zufallende Arbeit richtet sich nach den Vorschriften, wie sie aus dem oben auszugsweise wiedergegebenen Testament des Herrn Marcel Benoist vom 24. Februar 1914 hervorgehen. Er hat also namentlich für die geeignete Anlage des Stiftungsguthaben und die stiftungsgemässe Verwendung seiner Erträge zu sorgen.

Art. 6 Der Stiftungsrat stellt über seine weitere Konstituierung, Art und Form der Beschlussfassung und über seine Befugnisse und Pflichten sowie jene der einzelnen Mitglieder ein Reglement auf, das der Eidgenössischen Stiftungsaufsicht zur Genehmigung zu unterbreiten ist.

Art. 7 Zwei Mitglieder des Stiftungsausschusses führen kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift für die Stiftung.

Art. 8 Die Stiftung steht unter der Aufsicht des Bundes. Die Eidgenössische Stiftungsaufsicht ist die Aufsichtsbehörde.

Art. 9 Eine Fusion kann nur mit einer anderen wegen Gemeinnützigkeit oder öffentlichem Zweck von der Steuerpflicht befreiten juristischen Person mit Sitz in der Schweiz erfolgen.

Art. 10 Der Stiftungsrat ist befugt, der Aufsichtsbehörde Änderungen der Stiftungsurkunde zu unterbreiten, die im Einklang mit den Artikeln 85, 86 und 86b ZGB mit einer absoluten Mehrheit der abgegebenen Stimmen beschlossen wurden.

Art. 11 Die Aufhebung der Stiftung ist nur aus den im Gesetz (Art. 88 ff. ZGB) vorgesehenen Gründen und mit der Zustimmung der Aufsichtsbehörde durch absolute Mehrheit der abgegebenen Stimmen des Stiftungsrates möglich.

Im Falle der Aufhebung wird das restliche Vermögen juristischen Personen mit Sitz in der Schweiz zugewendet, die einen ähnlichen Zweck verfolgen und wegen öffentlichem oder gemeinnützigem Zweck steuerbefreit sind.

* Unter den Begriff „Universität“ fällt jede höhere Lehr- und Forschungsanstalt, welche gemäss dem Bundesgesetz über die Förderung der Universitäten und über die Zusammenarbeit im Hochschulfeld vom 8. Oktober 1999 (SR 414.20) als beitragsberechtigte Universität anerkannt ist.

Reglement des Stiftungsrates der Marcel Benoist Stiftung für die Förderung wissenschaftlicher Forschung

vom 19. November 1920
revidiert am 26. April 1971, am 27. April 1998, am 21. November 2012 und am 15.
Januar 2014.

I. Name, Sitz, Vermögen und Zweck der Stiftung

Art. 1 Name und Sitz der Stiftung

Die vom Bundesrat gemäss Art. 80-89 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches durch Stiftungsurkunde vom 6. November 1920 unter dem Namen «*MARCEL BENOIST STIFTUNG für die Förderung wissenschaftlicher Forschung*» errichtete Stiftung hat ihren Sitz im eidgenössischen Departement, das für die wissenschaftliche Forschung zuständig ist.

Art. 2 Vermögen

Das Vermögen umfasst:

1. das Vermächtnis des Herrn Marcel Benoist, bestehend aus Werttiteln im Nominalwert von Fr. 2'051'000.- entsprechend einem Kurswert von rund einer Million Franken per 1. Januar 1920, einer von der Stadt Lausanne im Jahre 1965 gekauften Sammlung von Möbeln und Kunstgegenständen sowie einer ebenfalls von der Stadt Lausanne gekauften Büchersammlung;
2. andere unentgeltliche Zuwendungen und Vermächtnisse, deren Annahme einem Beschluss des Stiftungsrates unterliegt;
3. die nicht verwendeten, durch Beschluss des Stiftungsrates zum Kapital geschlagenen Zinsen des Vermögens.

Art. 3 Jährliche Mittel

Die jährlichen Mittel der Stiftung bestehen aus dem Ertrag des Stiftungsvermögens und aus allfälligen Beiträgen Dritter an ihre Ausgaben, deren Annahme einem Beschluss des Stiftungsrates unterliegt.

Art. 4 Zweck der Stiftung

Die Stiftung hat im Geist des Testaments des Herrn Marcel Benoist und nach den Bestimmungen der Stiftungsurkunde den Zweck, jährlich jenem schweizerischen oder in der Schweiz domizilierten Gelehrten einen Preis zu verleihen, dessen Werk sich durch seine Originalität, seinen innovativen Charakter und seine Wirkungen, insbesondere auf die das menschliche Leben in allen seinen Aspekten betreffenden Wissenschaften, auszeichnet. Für den Preis fallen alle wissenschaftlichen Arbeiten in Betracht, handle es sich um Entdeckungen, Erfindungen oder Studien auf naturwissenschaftlichem und biomedizinischem sowie auf geistes- und sozialwissenschaftlichem Gebiet. Hingegen sind die künstlerischen Werke auf dem Gebiet der Literatur, der Musik und der schönen Künste davon ausgeschlossen.

II. Verleihung des Jahrespreises

Art. 5 Der Stiftungsrat beschliesst abschliessend über die ihm unterbreiteten Anträge auf Verleihung des Jahrespreises. Jeder Rekurs ist ausgeschlossen.

Der Jahrespreis kann grundsätzlich nur an einen lebenden Gelehrten verliehen werden. Verstirbt der Gelehrte zwischen der Beschlussfassung und der öffentlichen Preisverleihung, so kann der Preis ausnahmsweise posthum an seine Forschungsgruppe verliehen werden, sofern diese die mit dem Preis gewürdigte Forschungsarbeit weiterführt.

Art. 6 Kandidaturen

Anträge auf die Verleihung des Jahrespreises können gestellt werden durch:

- a) die Mitglieder des Stiftungsrates;
- b) die Behörden einer Eidgenössischen Technischen Hochschule, einer Universität oder einer anderen Institution des öffentlichen oder privaten Rechts der Schweiz;
- c) die Mitglieder des Lehrkörpers der Eidgenössischen Technischen Hochschulen und der schweizerischen Universitäten im Sinne der Definition gemäss Art. 4 der Stiftungsurkunde.

Die Anträge sind an ein Mitglied des Stiftungsrates zu richten. Sie sollen die Beurteilung von Art und Bedeutung des beantragten Werks sowie der Persönlichkeit seines Urhebers ermöglichen.

Art. 7 Vorgehen

Um eine möglichst breit abgestützte Auswahl der Preisträger zu gewährleisten, veranlasst der Stiftungsrat die erforderlichen Untersuchungen, Beurteilungen oder Begutachtungen und legt die Form für einen Antrag, die beizulegenden Dokumente sowie die Einreichungsfristen fest.

Die Einzelheiten zu diesem Vorgehen werden in einem Handbuch mit dem Titel „Vorgehen für die Verleihung des Marcel Benoist Preises“ festgelegt. Dieses Dokument ist dem Stiftungsrat zur Genehmigung zu unterbreiten; er kann es jederzeit revidieren.

Art. 8 Höhe des Preises

Der Betrag des Jahrespreises wird jährlich neu bestimmt. Er richtet sich nach den Erträgen des Stiftungsvermögens sowie einer im Interesse der Stiftung gebotenen Rückstellung.

III. Organe

Art. 9 Stiftungsrat

Die Stiftung wird vom Stiftungsrat gemäss Art. 3 und 4 der Stiftungsurkunde verwaltet.

Dem Stiftungsrat kommen folgende Befugnisse zu:

1. er stellt unter Vorbehalt der Genehmigung durch die Eidgenössische Stiftungsaufsicht das Reglement der Stiftung auf;
2. er ernennt seinen ersten Vizepräsidenten, den Beisitzer des Stiftungsausschusses sowie den Sekretär;
3. er stellt den Voranschlag auf, genehmigt die Rechnungen, die Protokolle und die Berichte der Stiftung;
4. er entscheidet über die Verleihung des Jahrespreises;
5. er beschliesst gemäss der Stiftungsurkunde und den gesetzlichen Bestimmungen über alle die Tätigkeit der Stiftung betreffenden Fragen und trifft alle erforderlichen Massnahmen und Entscheide, die nicht andern Organen zufallen;
6. er ernennt die Revisionsstelle.

Erfordert die Erfüllung einer Aufgabe besondere, im Stiftungsrat nicht vertretene Sachkenntnisse, kann dieser weitere Experten beiziehen, denen eine vom Stiftungsrat festgesetzte Entschädigung zusteht.

Der Stiftungsrat ernennt im Einklang mit den einschlägigen Gesetzesbestimmungen eine unabhängige externe Revisionsstelle. Diese hat die Rechnungen der Stiftung jährlich zu prüfen und dem Stiftungsrat einen detaillierten Prüfungsbericht mit Antrag zur Genehmigung zu unterbreiten.

Art. 10 Ausschuss

Der Stiftungsausschuss gemäss Art. 3 der Stiftungsurkunde setzt sich aus dem Präsidenten, den beiden Vizepräsidenten und einem Beisitzer zusammen. Der Präsident kann die Führung des Stiftungsausschusses einem der beiden Vizepräsidenten übertragen.

Er hat folgende Befugnisse:

1. er bereitet die Tagesordnung für die Sitzungen des Stiftungsrates vor;
2. er begutachtet die das Reglement und die Tätigkeit der Stiftung sowie das Vorgehen für die Verleihung des Preises betreffenden Fragen;
3. er erlässt Weisungen für die Erstellung des Voranschlags der Einnahmen und der Ausgaben für jedes Jahr;
4. er erstattet dem Stiftungsrat Bericht und stellt Antrag über die finanzielle Verwaltung der Stiftung und die Anlage der verfügbaren Gelder;
5. er nimmt an den Evaluationsarbeiten für die Verleihung des Jahrespreises gemäss Art. 7 teil.

IV. Funktionen

Art. 11 Präsident

Der Präsident des Stiftungsrates hat folgende Befugnisse:

1. er beruft den Stiftungsrat zu den Sitzungen ein;
2. er vertritt die Stiftung gegenüber Drittpersonen und führt für dieselbe kollektiv mit einem anderen Mitglied des Stiftungsausschusses die rechtsverbindliche Unterschrift;
3. er sorgt für die Ausführung der Beschlüsse des Stiftungsrates;
4. er überwacht die Tätigkeit des Sekretärs.

Art. 12 Vizepräsidenten

Ein erster Vizepräsident wird vom Stiftungsrat für eine Zeitspanne von vier Jahren gewählt; er ist wieder wählbar. Zweiter Vizepräsident ist der hohe Bundesbeamte, den Art. 4 der Stiftungsurkunde als Mitglied des Stiftungsrates von Amtes wegen vorsieht. Einer der beiden Vizepräsidenten vertritt den Präsidenten, wenn dieser verhindert ist.

Art. 13 Sekretär

Der Sekretär wird vom Stiftungsrat für eine Amtsdauer von vier Jahren gewählt; er ist wieder wählbar.

Er hat folgende Aufgaben:

1. er besorgt die Abfassung der Berichte und der Protokolle;
2. er unterstützt logistisch das Vorgehen für die Verleihung des Jahrespreises gemäss Art. 7;
3. er besorgt die Korrespondenz, die Rechnungsführung und alle andern ihm vom Präsidenten, vom Stiftungsrat oder vom Stiftungsausschuss übertragenen Arbeiten;
4. er visiert die Rechnungsbelege;
5. er erstellt die Jahresrechnungen der Stiftung und unterbreitet sie der Revisionsstelle, bevor er sie durch den Stiftungsrat genehmigen lässt;
6. nach Anweisungen des Stiftungsausschusses erstellt er den jährlichen Voranschlag;
7. nach Anweisungen des Stiftungsausschusses organisiert er die Sitzungen des Stiftungsrates und des Ausschusses und erstellt die Tagesordnungen (Traktandenlisten);
8. mit der Ermächtigung des Präsidenten zieht er das nötige Hilfspersonal für die Rechnungsführung, die Ausfertigung von Schriftstücken und andere Sekretariatsarbeiten bei.

Art 14 Ehrenpräsidenten

Der Stiftungsrat kann die ehemaligen Stiftungspräsidenten zu Ehrenpräsidenten auf Lebenszeit ernennen, sobald sie sich aus der Regierung zurückgezogen haben.

V. Abläufe und Verwaltung

Art. 15 Sitzungen

Der Stiftungsrat versammelt sich jedes Jahr zu einer ordentlichen Sitzung, in der insbesondere über die Verleihung des Preises Beschluss zu fassen ist. Weitere Sitzungen können anberaumt werden, so oft der Präsident oder der Stiftungsausschuss es als notwendig erachten oder wenn mindestens ein Drittel der Mitglieder es verlangen.

Die Tagesordnung für die Zusammenkunft wird mit der Einladung versandt.

Erfordern es die Umstände, kann für Themen, die keinen Aufschub bis zur nächsten Sitzung dulden, während des Jahres die briefliche Stimmabgabe durchgeführt werden, um dadurch die Einberufung von ausserordentlichen Sitzungen zu verhindern, es sei denn, eine einfache Mehrheit der Mitglieder des Stiftungsrates erhebe dagegen Einspruch. Über solche Beschlüsse ist an der nächsten Sitzung des Stiftungsrates zu informieren, und sie sind zu protokollieren.

Art. 16 Beschlüsse

Der Stiftungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mit Einschluss des Vorsitzenden wenigstens zwei Drittel seiner Mitglieder anwesend sind.

Bei allen Beschlüssen entscheidet das absolute Mehr der abgegebenen Stimmen, wobei der Vorsitzende mitstimmt. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Die Stimmabgabe erfolgt durch offenes Handmehr, oder in geheimer Abstimmung, wenn dies durch den Vorsitzenden angeordnet oder von zwei Mitgliedern verlangt wird.

Art. 17 Protokollführung

Die Sitzungsprotokolle des Stiftungsrates werden vom Vorsitzenden und vom Sekretär unterzeichnet. Sie sind innert drei Monaten dem Stiftungsrat zur Genehmigung vorzulegen.

Art. 18 Jahresbericht

Alljährlich ist der Eidgenössischen Stiftungsaufsicht über die Tätigkeit der Stiftung ein Bericht vorzulegen. Dieser soll insbesondere eine summarische Übersicht über die während des betreffenden Jahres eingereichten Anträge auf Verleihung des Jahrespreises enthalten, sowie die Gründe, welche zur Wahl des Preisträgers geführt haben, kurz zusammenfassen. Der Bericht wird vom Präsidenten und dem Sekretär unterzeichnet und dem Stiftungsrat zur Genehmigung unterbreitet.

Art. 19 Finanzverwaltung

Die Finanzverwaltung der Stiftung umfasst die Verwaltung ihres Vermögens, der laufenden Ausgaben und die Mechanismen für die Kontrolle der Rechnung, der Ausgaben und der Einhaltung des Jahresvoranschlages.

Die Einzelheiten der Finanzverwaltung der Stiftung werden in einem Handbuch „Finanzvorschriften der Marcel Benoist Stiftung“ geregelt; es unterliegt der Genehmigung des Stiftungsrates, welcher es jederzeit revidieren kann. Was die laufenden Ausgaben und die Einhaltung des Jahresvoranschlages betrifft, sollen diese Vorschriften eine speditive Verwaltung und eine effiziente Kontrolle zugleich gewährleisten. Der Beisitzer des Stiftungsausschusses ist in seiner Funktion als Kassensführer insbesondere mit der Überwachung der Finanzverwaltung der Stiftung beauftragt.

Art. 20 Voranschlag und Rechnung

Das Rechnungsjahr für den Voranschlag und die Rechnungen fällt mit dem Kalenderjahr zusammen.

Art 21 Buchführung

Der Sekretär besorgt die Führung folgender Bücher:

- die erforderlichen Bücher für das Rechnungswesen,
- eine Kontrolle über die verliehenen Preise,
- ein Register über die Korrespondenz.

Art. 22 Ehrentafel

Der Sekretär bewahrt eine künstlerisch ausgeführte Ehrenliste der mit dem Preis ausgezeichneten Personen auf.

VI. Schluss- und Ausführungsbestimmungen

Art. 23 Entschädigungen

Der Stiftungsrat setzt die Entschädigungen seiner Mitglieder fest. Der Sekretär erhält die gleichen Entschädigungen wie die Mitglieder des Stiftungsrates.

Übt der Sekretär seine Verpflichtungen ausserhalb seiner bezahlten Berufstätigkeit aus, hat er Anspruch auf eine Entschädigung der Stiftung, worüber der Stiftungsrat entscheidet.

Art. 24 Inkrafttreten des Reglements; Revision

Dieses Reglement tritt nach Genehmigung durch die Eidgenössische Stiftungsaufsicht in Kraft.

Eine Revision ist nur statthaft, wenn sie von wenigstens zwei Dritteln der Mitglieder des Stiftungsrates verlangt wird.

Im Zweifelsfalle ist der französische Text des Reglements massgebend.

Die Statuten wurden von der Verwaltungskommission (ehemalige Bezeichnung des Stiftungsrates) der Marcel Benoist Stiftung am 6. November 1920 genehmigt.

Der Präsident: CHUARD

Die Statuten wurden vom Schweizerischen Bundesrat am 19. November 1920 genehmigt.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates:

Der Präsident: MOTTA

Der Bundeskanzler: STEIGER

Teilrevision: Mit Präsidialbeschluss des Schweizerischen Bundesrates am 26. April 1971 genehmigt.

Totalrevision: Vom Stiftungsrat der Marcel Benoist Stiftung am 15. August 1997 angenommen.

Die Präsidentin: DREIFUSS

Die Totalrevision wurde vom Schweizerischen Bundesrat am 27. April 1998 genehmigt.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates:

Der Präsident: COTTI

Der Bundeskanzler: COUCHEPIN

Teilrevision: Vom Stiftungsrat der Marcel Benoist Stiftung am 12. September 2008 sowie am 18. September 2012 angenommen.

Der Präsident im Jahr 2008: COUCHEPIN

Der Präsident im Jahr 2012: BERSET

vom Schweizerischen Bundesrat am 21. November 2012 genehmigt.

Teilrevision: Vom Stiftungsrat der Marcel Benoist Stiftung am 23. August 2013 angenommen.

Der Präsident im Jahr 2013: SCHNEIDER-AMMANN

vom Schweizerischen Bundesrat am 15. Januar 2014 genehmigt.